

# SITUATION DE L'AQUACULTURE EN FRANCE

## STATE OF AQUACULTURE IN FRANCE

Par Philippe FERLIN<sup>(1)</sup>

(Communication présentée le 4 juin 2009)

### RÉSUMÉ

L'aquaculture est une activité traditionnelle en France qui reste, avec environ 240 000 tonnes/an, parmi les trois premiers producteurs en Europe. Cette activité repose principalement sur les productions dites traditionnelles de moules et huîtres en mer et de salmonidés en eau douce. La France se situait dans les dix premiers pays du monde pour ce type de production durant les années 1970 ; sa production stagne cependant depuis une dizaine d'années, bien qu'elle soit devenue un grand consommateur de produits aquatiques (35 kg/hab./an). Cette communication analyse les causes de cette situation, liées autant à des contraintes externes (concurrence de l'importation, règlements européens plus contraignants, etc.) qu'à des retards d'évolution de l'ensemble du secteur (législation trop lourde, faiblesse de l'organisation des producteurs, difficultés d'accès aux sites et au financement), et identifie des pistes de progrès pour les années à venir.

**Mots-clés :** aquaculture, pisciculture, conchyliculture, France.

### SUMMARY

*Aquaculture is a traditional activity in France, which is still present within the 3 main producers in Europe, with an average annual production of 240000 tones. This production is mainly due to traditional products, such as oysters and mussels in marine waters and salmonids in freshwaters. If France was among the 10 top producers of the world during the 70's, and even if it became an important consumer of aquatic products (35kg/inh.lyr), its production is remaining quite stable during the last 10 years. This communication analyses the causes of this situation, due to external constraints (competition with imported products, more restrictive European legislation, etc.), but also to internal weaknesses (national legislation, weakness of producers organisation, difficult access to sites and to funding). It is finally proposed some possible ways of progress for the future.*

**Key words:** aquaculture, fish farming, shellfish farming, France.

(1) Ingénieur général du Génie rural, des Eaux et des Forêts, Conseil Général de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 251, rue de Vaugirard 75015 PARIS (France).

## INTRODUCTION

L'aquaculture est une activité qui a connu un développement de plus en plus fort dans le monde depuis le début des années 1970, grâce aux techniques modernes et à l'élevage de nouvelles espèces, en particulier dans le domaine marin. Cette situation correspond ainsi à une double contrainte dans le domaine de la production aquatique :

- d'une part, un plafonnement des apports de la pêche, qui après avoir dépassé les 100 millions de tonnes (y compris la pêche minotière), est revenue à un niveau de l'ordre de 90 millions de tonnes, dont seulement 60 millions de tonnes sont destinées à l'alimentation humaine directe. L'état des stocks dont près de 25 % sont actuellement surexploités ou épuisés et 50 % en pleine exploitation ne permet pas d'envisager un changement de situation avant longtemps ;
- d'autre part, une consommation mondiale de produits aquatiques en constante augmentation, du fait de l'accroissement de la population (+75 % en 35 ans) et de la consommation individuelle passée de 11 kg/hab./an dans les années 1970 à 16,9 kg/hab./an en 2008.

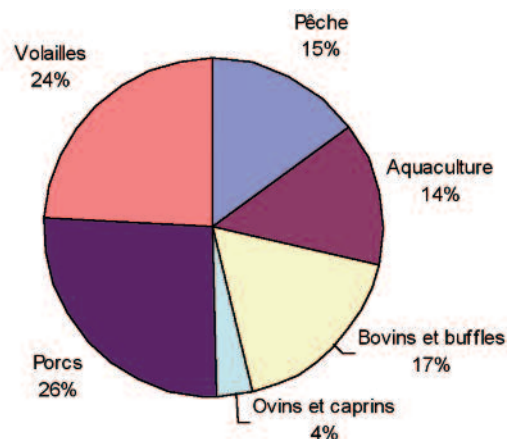
Ceci explique que la part de l'aquaculture fournit actuellement 50 % des apports dans la consommation de produits aquatiques dans le monde ; en France, cet apport dépasse 25 %.

## LA SITUATION DANS LE MONDE ET EN EUROPE

### Un aperçu de la situation mondiale

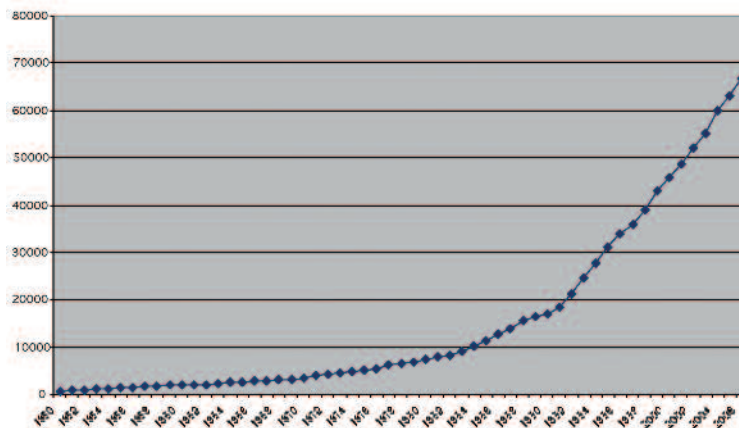
L'aquaculture est devenue une activité majeure dans l'ensemble des activités de production alimentaire, puisqu'on peut estimer sa production mondiale (Bostock *et al.* 2008) à environ 66,7 millions de tonnes en 2006 (contre 16,58 millions de tonnes en 1991), dont 52 millions de tonnes de produits animaux, pour une valeur de 86 milliards de dollars en 2006 (contre 28,37 milliards de dollars en 1991). Ceci représentait 37 % de la production totale des produits de la mer et des eaux douces en tonnage, par pêche et élevage (contre 15 % en 1991), mais plus de 50 % en valeur, et ces chiffres augmentent chaque année. Si l'on considère que les produits aquatiques représentent eux-mêmes une part importante de l'apport en produits animaux de la ration alimentaire mondiale (*figure 1*), on voit que l'aquaculture se situe à un niveau supérieur, par exemple, à celui de la production ovine, et représente 14 % de l'apport en produits animaux à l'échelle mondiale. Elle contribue pour environ 8 % à l'apport en protéines animales de la ration alimentaire.

Bien que l'aquaculture ne soit pas une activité totalement nouvelle, ce secteur a connu au sein des productions agro-alimentaires la plus forte croissance durant les 20 dernières années (*figure 2*). Cette croissance devrait se poursuivre durant les prochaines années, peut-être à une vitesse moindre, per-



**Figure 1 :** Consommation mondiale de produits animaux en 2007 (carcasse ou poisson entier).

mettant cependant à l'aquaculture de rester un des enjeux majeurs de la production alimentaire en ce début du 21<sup>e</sup> siècle. On observe en effet une progression constante des productions en tonnage avec un taux d'accroissement sans commune mesure comparé à celui des autres productions animales (+ 230 % de 1990 à 2004, contre 88 % pour la volaille, 44 % pour le porc, 26 % pour les ovins et 17 % pour les bovins). Ce secteur est aussi en pleine évolution qualitative, avec une diversification croissante des systèmes, des espèces et des produits avec cinq espèces nouvelles introduites en élevage chaque année. On observe un accroissement des espèces carnivores, tant en eaux douces qu'en eaux marines. En matière de commercialisation, cette production est fondamentalement mondialisée, comme celle de la pêche, puisque l'exportation des produits aquatiques dans le monde représente plus de 40 % des volumes produits (contre 12 % pour les autres produits agricoles) : en 2008, le commerce mondial de produits aquatiques a dépassé les 100 milliards de dollars. Si les pays émergents représentent une part importante de la production, ils deviennent aussi un composant nouveau de la demande : la Chine est passée d'une consommation de moins de 10 kg/hab./an de produits aquatiques dans les années 1980 à près de 30 kg/hab./an en 2007.



**Figure 2 :** Production mondiale de l'aquaculture de 1950 à 2005 (FAO 2008).

La production mondiale évolue cependant très différemment selon les continents et les pays. Tout d'abord, il faut noter que :

- la production asiatique représente 89,5 % du volume total de la production aquacole mondiale (77 % en valeur), la Chine seule assurant 66,7 % de cette production !
- l'Europe ne contribue que pour 4,2 % (mais 9,1 % en valeur), l'Amérique pour 4,2 % également, alors que l'Afrique ne produit que 1,2 % du total mondial ;
- durant ces 35 dernières années, le taux de croissance de cette activité a été beaucoup plus soutenu en Chine (11 % par an) et en Amérique latine (20 % par an), qu'en Europe (4,5 % par an).

Enfin, on peut aussi relever un certain nombre de problèmes à l'échelle mondiale :

- une concurrence forte de pays à faibles coûts de main-d'œuvre,
- un accroissement des problèmes environnementaux notamment dans les zones côtières,
- un développement de maladies encore peu contrôlées, et des risques d'extension du fait de l'internationalisation des marchés,
- un risque de banalisation des produits.

### Une Europe à la recherche d'un nouveau souffle

La production des pays de l'Union européenne en fait le quatrième producteur dans le monde, derrière la Chine, l'Inde et le Vietnam avec 1,3 million de tonnes par an pour un chiffre d'affaires d'environ trois milliards d'Euros, et l'emploi direct de 65 000 personnes. Elle se caractérise par une diversité très forte des espèces produites, avec des potentialités encore à exploiter notamment dans les pays d'Europe centrale. La région est caractérisée par un climat de type tempéré, une tradition déjà ancienne de l'aquaculture, une recherche scientifique et technologique de pointe et un marché des produits aquatiques en pleine expansion. D'autre part, une certaine homogénéité existe entre diverses sous-régions : pays méditerranéens, pays nordiques, pays d'Europe centrale. La prédominance des pays méditerranéens (France, Espagne, Italie, Grèce) est affirmée en tonnage grâce aux mollusques mais aussi aux poissons marins (bar, dorade, maigre), face aux pays nordiques forts de leur salmoniculture en mer.

Les pays de l'Est sont surtout présents en carpiiculture, mais commencent aussi à se diversifier vers des productions à plus haute valeur ajoutée (salmoniculture, esturgeon).

L'Union européenne, premier importateur de produits aquatiques dans le monde (la demande actuelle s'élèverait à plus ou moins 12 millions de tonnes), présente donc un marché porteur, mais exigeant (qualités sanitaires, environnementales et organoleptiques).

L'évolution de la production, comme nous l'avons vu plus haut, ne satisfait cependant pas l'accroissement de la demande, renforcée par l'arrivée des nouveaux membres sur le marché.

Malgré de nombreuses prises de position en faveur du développement de l'aquaculture tant de la Commission que du Parlement, on observe dans de nombreux pays, dont la France, une stagnation voire une régression de la production (**figure 3**) (Ferlin 2008).

Cet état de fait provient en partie de l'opposition entre deux politiques communautaires, celle liée à la Politique Commune des Pêches qui soutient ce développement et celle liée à l'environnement (Directive Communautaire sur l'Eau et Stratégie Marine Européenne), qui a plutôt tendance à le freiner. L'accès limité à l'espace et aux autorisations, la fragmentation du secteur, l'accès limité au capital de lancement ou aux prêts en faveur de l'innovation, la pression des importations, les carences en matière de médicaments et de vaccins sont autant de freins relevés par la Commission.

La dernière communication de la Commission sur l'aquaculture essaye donc de dégager une vision prospective, en partant du fait que l'aquaculture est le seul moyen d'accroître la production européenne de produits aquatiques. Elle préconise un effort dans les soutiens à la recherche - développement, en assurant la compatibilité entre l'activité aquacole et la protection de l'environnement, en bâtissant un secteur aquacole hautement performant (notamment, en matière de santé et bien-être des animaux et en matière d'alimentation) et en améliorant l'image du secteur (en particulier, en renforçant la prise en compte des bienfaits des produits aquatiques). Elle encourage les États membres à réduire la charge administrative (simplification de la législation), à assurer un meilleur accès au foncier, au littoral et à l'eau, et à donner une priorité à ce secteur dans l'utilisation de l'outil financier comme le Fonds Européen de la Pêche (FEP).

### L'ÉTAT ACTUEL DE L'AQUACULTURE EN FRANCE

En 2005, la production aquacole française en métropole était de **240 000 tonnes**, dont **189 300 tonnes de coquillages** et **50 700 tonnes de poissons et crustacés** (quelques tonnes pour ces derniers, élevés en anciens marais atlantiques). Il faut

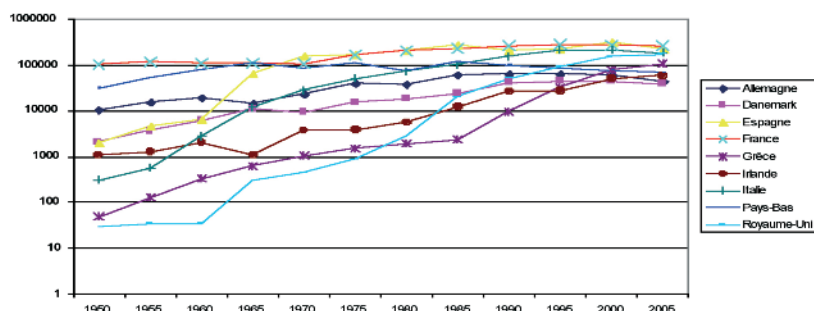


Figure 3 : Évolution comparée de la production aquacole dans les neuf principaux pays producteurs de l'Union européenne (Ferlin 2008).

ajouter environ 500 tonnes produites dans les régions et collectivités d'outre-mer (à l'exception des collectivités du Pacifique), dont plus de 450 tonnes de poissons et 20 tonnes de crustacés (principalement d'eau douce).

Cette production représente une valeur à la vente initiale de **533 millions d'euros** en métropole (et environ 4 millions d'euros en outre-mer), dont 385 millions pour la conchyliculture. Ces chiffres sont à comparer à ceux de la pêche maritime, qui représente en métropole une vente totale de 1 102 millions d'euros, pour un apport de 568 700 tonnes.

La production française connaît **une stagnation, voire une régression** depuis une quinzaine d'années. Historiquement, cette production était restée très stable de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à 1970, avec un apport de l'ordre de 100 000 tonnes par an, dont 10 000 tonnes de poissons. Durant **les années 1970 et 80**, grâce à une volonté politique affirmée de développement de ce secteur, à l'arrivée de nouveaux acteurs dans la profession piscicole, notamment dans le sud-ouest de la France, et à un développement important de la conchyliculture, en particulier de l'ostréiculture, cette production arrivait presque à **trippler ses apports** et se situait, au début des années 1990, autour de 280 000 tonnes. Les diverses contraintes, nées à ce moment, et **l'absence de véritable stratégie au niveau national**, entraînèrent une régression progressive de la production piscicole, de plus de 60 000 tonnes à 50 000 tonnes par an, et une stagnation de la production conchylicole.

#### *Les productions aquacoles traditionnelles*

La pisciculture d'eau douce s'est fortement développée durant la période 1975-1990, passant d'une production totale de 15 000 à plus de 50 000 tonnes (FAO 2009), avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions d'euros, en sortie de ferme (**figure 4**). Depuis 10 à 15 ans, cette production est stable (**figure 5**), mais il faut maintenant ajouter les 22 tonnes de caviar (la France étant devenue le premier producteur de caviar d'aquaculture mondial), pour un chiffre d'affaire (CA) de 20 à 25 millions d'euros.

La conchyliculture (**figure 6**) entre 1980 et 1990 est passée d'une production de l'ordre de 130 000 à environ 200 000 tonnes (FAO 2009) pour un CA de l'ordre de 370 millions d'euros. Depuis 15 ans cependant, cette production reste stable, malgré un marché qui pourrait être accru (**figure 7**).

La stabilité depuis 15 ans de ces productions « traditionnelles », n'est pas due à un problème de marché (qui a presque doublé dans ce laps de temps), mais bien à un problème de disponibilité de sites (concurrence d'autres activités, contraintes environnementales souvent exagérées) et finalement, de choix d'aménagement du territoire, qu'il soit marin ou continental. Dans les années 1970 – 80, l'État avait consenti des efforts pour réserver des sites de pisciculture en eau douce, pour améliorer les conditions sanitaires des zones conchylicoles, pour organiser les producteurs de ces secteurs, pour apporter un soutien à

la mise sur marché, tout ceci dans un cadre stratégique concerté qui a abouti à doubler la production aquacole française entre 1975 et 1990 !

#### **La pisciculture marine**

La pisciculture marine est une activité relativement récente, puisque les premières recherches ont démarré au début des années 1970, et les premiers résultats économiques ne datent que des années 1980. Cette activité avait suscité en France de grands espoirs durant les années 1970, en mobilisant des budgets importants et des compétences très fortes en matière de recherche (**figures 8 et 9**). Force est de constater que cet espoir n'a pas abouti et que la situation de la pisciculture marine en France est de plus en plus difficile.

#### *Une recherche passée du premier rang mondial à une position marginale*

La France a fortement investi dans la recherche tout au long des années 1970 et du début des années 1980, puisqu'est estimé à plus de 400 millions d'euros le total des crédits engagés principalement par le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), puis par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), mais aussi par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), l'Institut public de recherche pour la gestion durable des eaux et des territoires (ou CEMAGREF) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). À la fin des années 1970, les équipes françaises étaient en pointe dans les études d'espèces aussi variées que le bar, la dorade, les crevettes, la coquille Saint-Jacques, sans compter de nombreuses recherches chez d'autres espèces, qui n'ont pas débouché sur un développement de filière (sole, palourde, ormeau, etc.).

Cette recherche n'a pas été suivie d'un développement actif de la filière économique, alors que ses résultats ont trouvé des applications dans toutes les régions du monde :

- presque toutes les fermes élevant loups et dorades de Méditerranée ont bénéficié des recherches issues de la station de Palavas de l'IFREMER, mais aussi des stations de recherche en nutrition INRA-IFREMER,
- la plupart des éclosiers de crevettes d'Asie du sud-est ou d'Amérique latine sont issues des travaux du Centre océanologique du Pacifique de l'IFREMER,
- une partie de la production de turbot d'Espagne ou d'Amérique latine est bénéficiaire des travaux de recherche de l'IFREMER menés à Brest, etc..

Le résultat en est un relatif désenchantement qui se traduit par la baisse des crédits globaux affectés à ce domaine, dans tous les organismes de recherche.





Figure 4: Bassins de pisciculture de truites.

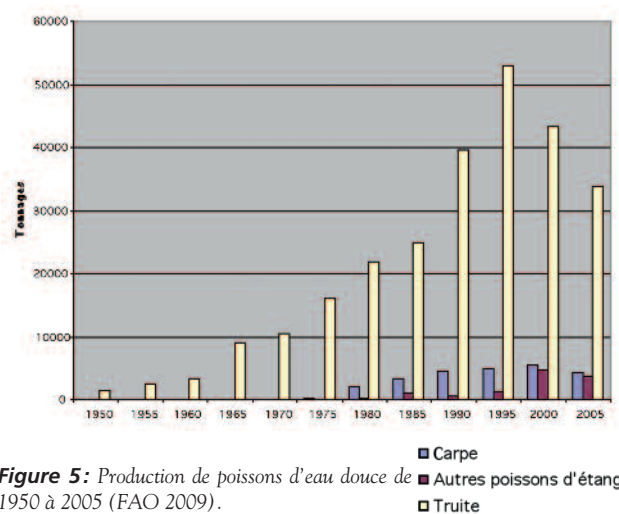


Figure 5: Production de poissons d'eau douce de 1950 à 2005 (FAO 2009).



Figure 6: Élevages conchylicoles sur table.

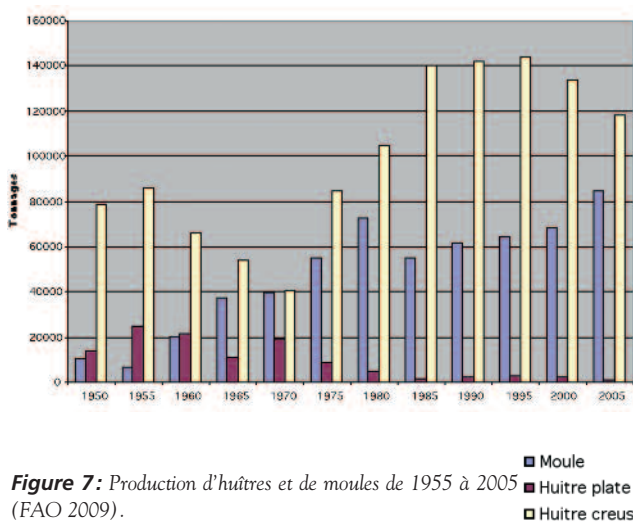


Figure 7: Production d'huîtres et de moules de 1955 à 2005 (FAO 2009).



Figure 8: Cages flottantes en Corse.

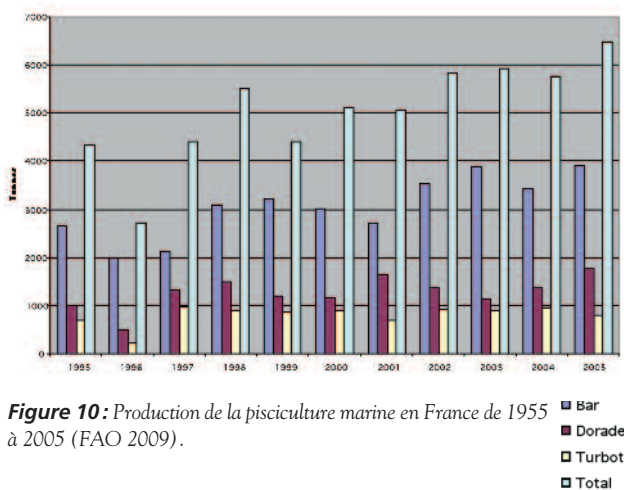


Figure 9: Écloseries de loups et de dorades.

### Un développement limité de la production

Malgré l'important effort financier consenti pour la recherche, la production française reste très modeste, non seulement dans ses apports face à la demande nationale, mais aussi par rapport à celle de nos voisins européens, notamment du sud de l'Europe. Elle plafonne actuellement entre 6 et 7 000 tonnes (**figure 10**) (FAO 2009), toutes espèces confondues (bar, dorade, turbot), ce qui représente 0,5 % de notre consommation de produits aquatiques ! Comparée à la production grecque (100 000 tonnes), turque (70 000 tonnes) ou espagnole pour les espèces méditerranéennes, et encore plus à celle de la Norvège (plus de 800 000 tonnes) ou de l'Écosse pour les espèces d'eau plus froides, cette production est naine !

Les raisons de ce faible développement sont sans doute semblables à celles qui expliquent la stagnation des productions traditionnelles, incluant un manque de stratégie nationale, tant en matière de réservation de site (non priorité donnée à l'activité par rapport au tourisme, par exemple) que d'appui à l'investissement (faiblesse des crédits alloués) ou d'accompagnement scientifique et technique des producteurs (désengagement des organismes de recherche).



**Figure 10 :** Production de la pisciculture marine en France de 1955 à 2005 (FAO 2009).

## CONTRAINTES, FAIBLESSES, FORCES ET OPPORTUNITÉS DE L'AQUACULTURE FRANÇAISE

Les difficultés actuelles de l'aquaculture marine ne sont pas comparables à celles de la pêche : l'aquaculteur (y compris le conchyliculteur) est bien formé, les organisations professionnelles jouent leurs rôles, la connaissance du marché est bonne, le produit est demandé, la production, du fait de sa possibilité de programmation de son offre, est en meilleure position que celle de la pêche. Une mission commanditée en 2007 – 2008 par les deux ministres chargés de la pêche et de l'environnement a identifié ces contraintes et faiblesses, mais aussi les forces et les opportunités qui peuvent s'offrir à l'aquaculture française.

Elle a auditionné près de 500 personnes, visité l'ensemble des régions productrices (y compris en Outre-mer) et mené son enquête auprès des divers services, institutions et organisations concernés. Ses conclusions nous servent de base à la présentation qui suit (Tanguy *et al.* 2008).

### Contraintes générales

L'aquaculture française se heurte à des contraintes de types sociétal, environnemental, sanitaire et financier, et connaît aussi des faiblesses en matière de gouvernance, d'organisation et de financement.

Les contraintes générales relevées dans la plupart des forums de discussion, notamment au niveau européen, sont :

- un accroissement des problèmes **environnementaux**,
- une pression de plus en plus forte liée à la disponibilité **des intrants**, l'aquaculture étant devenue la première activité consommatrice de **farines et d'huiles de poissons**.
- un développement de **maladies** encore peu contrôlé ou de surutilisation de produits pharmaceutiques,
- un risque de **banalisation** des produits,
- une **concurrence** forte de pays à faibles coûts de main-d'œuvre ou de pays à haute technicité.

### Problèmes environnementaux

Les problèmes principaux concernent :

- un risque d'échappée des animaux d'élevage (pollution « génétique ») ou de prolifération (huîtres en sud Bretagne) risquant d'une part, d'avoir un impact sur la préservation de souches sauvages et d'autre part, d'introduire une compétition en matière d'aliments ou d'habitats. Les études actuelles sur le renforcement des structures d'élevage ou les circuits fermés permettent de minimiser ces impacts ;
- un impact des effluents (azote, matières en suspension). Les élevages aquatiques sont évidemment sources de rejet de produits dissous ou de matières en suspension. Pour les espèces nourries, leur niveau dépend principalement de la qualité de la présentation des aliments. À l'aliment utilisé jusque dans les années 1970 s'est substitué l'aliment sec qui permet de diminuer les déchets solides non ingérés, puis les aliments flottants ou extrudés qui diminuent considérablement les matières en suspension. En ce qui concerne les produits d'excrétion, la meilleure connaissance des besoins nutritifs des poissons et des crustacés a permis non seulement de diminuer les indices de conversion (de plus de 2 à 0,9 pour la truite, par exemple), mais aussi les produits d'excrétion, notamment azotés. En eau douce, l'utilisation de filtres biologiques en sortie d'élevage permet de respecter les normes européennes (si celles – ci ne sont pas renforcées par des normes locales trop contraignantes !);
- une influence sur les habitats (dépôts sur le fond). En mer, les effets de l'amélioration de l'alimentation, combinés à une

meilleure connaissance et utilisation de l'hydrodynamisme des sites, ont permis dans la plupart des cas, non seulement de protéger les habitats situés sous et à proximité des sites d'élevage, mais même d'y accroître la biodiversité. Cette évolution est aussi valable pour les élevages de mollusques que pour ceux des poissons. En eau douce, les lagunages post-élevage sont devenus la règle et sont parfois valorisés comme étangs de pêche.

### *Disponibilité en aliments*

La plupart des poissons élevés en France sont de nature carnivore : truite, bar, dorade, maigre, turbot, ombrine, etc. Leur élevage repose donc sur un apport alimentaire extérieur au milieu d'élevage. Une inquiétude est née sur l'avenir de la source principale d'aliments que sont les pêches minotières. Il est souvent avancé comme argument contre ces élevages que, « pour nourrir un kilogramme de poissons d'aquaculture, il faut trois à quatre kilogrammes de poisson de pêche ». Les pêches mondiales capturent de 25 à 30 millions de tonnes, chaque année, de ces espèces (notamment du chinchard du Pacifique, au Pérou et au Chili), qui sont difficiles à présenter à la consommation humaine directe et qui, de plus, ne sont pas utilisées par des espèces situées plus au-dessus dans la chaîne alimentaire. Ces espèces donnent des farines et huiles de poissons, utilisées jusqu'à présent pour l'alimentation animale : poissons, volaille, porc. Or il s'avère que le poisson, biologiquement et économiquement, est un meilleur utilisateur de ces ressources : en effet, une tonne de chinchards du Pacifique fournit 470 kg de chair consommable ; transformée en aliments pour poissons, elle permet l'élevage de 615 kg de saumon, dont 474 kg de saumon éviscéré (Mittaine 2008). Aussi la pisciculture utilise-t-elle maintenant plus de 50 % des productions de farine et plus de 90 % des huiles. Par comparaison, le poisson sauvage carnivore consomme beaucoup plus de poissons (bar, truite, saumon), crustacés (saumon) ou mollusques (dorade) que le poisson d'élevage. On estime à 8 à 10 kilogrammes de proies nécessaires pour former un kilogramme de poisson commercial, soit deux à trois fois plus qu'en élevage ! On peut d'ailleurs ajouter que ces chiffres sont encore plus importants pour les espèces situées en haut de la chaîne (thons), qui utilisent entre 50 et 100 kilogrammes de poissons de base, du fait qu'ils se nourrissent d'espèces intermédiaires elles-mêmes carnivores.

Plusieurs pistes de recherche sont en cours pour préparer l'avenir et la réponse à la demande croissante d'aliments. Parmi celles-ci on peut citer :

- le recours aux protéines végétales : les résultats sont disponibles, et s'il est recommandé d'assurer une finition de l'élevage durant quelques semaines avec des rations intégrant des protéines animales (afin de fournir au consommateur un poisson de qualité gustative et de composition en acides gras identiques à celles du poisson sauvage), il est envisageable de remplacer totalement, pendant la phase de grossissement, les protéines animales par des protéines végétales ;
- l'utilisation améliorée des déchets de poissons en usine de conditionnement ou de transformation. Cette source de

farine et huiles de poissons est importante et se trouvera renforcée par les Européens qui obligent d'une part, les transformateurs à récupérer tous les sous-produits et d'autre part, les pêcheurs à rapporter tous les produits jusqu'ici rejetés (espèces non commerciales, ou non conformes) ;

- la récolte de plancton à grande échelle : la Norvège développe un programme technologique de récolte de plancton en Atlantique Nord et Arctique à grande échelle, avec un système de concentration par bullage (identique à celui développé pour concentrer les résidus de pétrole en mer). Il est estimé que sur une production actuelle de 200 millions de tonnes de copépodes, on pourrait prélever sans impact, environ 10 % de celle-ci pour l'aquaculture ;
- le développement de la culture d'algues, en particulier des micro-algues. Cette production est envisagée pour la production de carburants ou de produits pharmaceutiques et cosmétiques, mais aussi d'aliments pour poissons. Cette production peut atteindre un **rendement de 25 000 litres d'huiles par hectare** (contre 6000 pour le palmier à huile), sachant que certaines espèces sont productrices **des acides gras polyinsaturés Omega 3** tant recherchés pour l'alimentation du poisson. À la différence d'autres productions végétales, elles n'entraînent pas de destruction d'espaces naturels, ni de pollution (au contraire, elles peuvent être utilisées en biorémédiation). Divers procédés existent, soit en utilisant des surfaces littorales abandonnées (anciennes salines) sans les modifier, soit en implantant des unités plus industrielles.

### *Risques sanitaires et utilisation d'antibiotiques*

Les maladies infectieuses sont présentes dans tout élevage animal, qu'il soit terrestre ou aquatique. Leur transmission en milieu aquatique est souvent plus importante qu'en milieu aérien, du fait du transport permanent des agents infectieux par l'eau. De ce fait, le débat sur les maladies ne concerne pas que l'élevage (même si celui-ci peut être un accélérateur dans certains cas du développement de maladies infectieuses et parasitaires) mais aussi la faune sauvage.

Le développement de la plupart des maladies est lié à des conditions d'élevage inadéquates, soit par manque de connaissances, soit par mauvaise gestion. Le premier perdant est le pisciculteur lui-même, car **les traitements en milieu aquatique sont beaucoup plus complexes et plus onéreux qu'en milieu terrestre**.

Ceci explique que depuis une vingtaine d'années, l'orientation prise est celle de la prévention poussée au maximum, avec la mise au point de vaccins et le développement de la prophylaxie sanitaire. Cette orientation a permis, en Europe, de faire chuter d'un facteur de 20 à 30 l'utilisation d'antibiotiques, voire à les supprimer dans la plupart des bassins d'élevage.

La France a été et est toujours un pionnier dans ce secteur, par le développement des connaissances et surtout, par la **mise en œuvre d'une stratégie de surveillance et de prévention** très avancée. Le GDSA (Groupe de Défense Sanitaire Aquacole)



d'Aquitaine a été un précurseur en ce domaine servant de référence à la Commission européenne. Le principe est simple : pour éviter tout développement de maladies, **il faut éviter toute introduction d'agents pathogènes** à l'occasion de transports d'œufs, d'alevins ou d'animaux. La réussite du GDSA repose sur l'adhésion de tous les producteurs de la région, mais aussi des fédérations de pêche qui gèrent le GDSA de façon paritaire avec les pisciculteurs. Cette réussite est telle que progressivement les divers bassins d'Aquitaine vont pouvoir être déclarés indemnes de toute maladie transmissible.

#### **Banalisation des produits et concurrence de pays tiers**

Les produits de l'aquaculture ne sont plus limités à un marché national. Une grande partie est exportée, notamment de pays à faible coût de production ou à faibles contraintes administratives (dans le domaine de l'environnement ou du droit du travail, par exemple). Un exemple flagrant est donné par l'importation de pangas (*Pangasius hypophthalmus*, poisson-chat saumâtre d'origine du sud-est asiatique) qui atteint plusieurs centaines de milliers de tonnes en Europe. Or cette production qui ne respecte aucun règlement environnemental ou social équivalent à ceux de l'Union européenne, est source de confusion pour le consommateur, du fait de l'attrait de son prix sur les étals de grandes surfaces. Présenté à côté de filets frais de pêche ou d'aquaculture (alors que ce produit est décongelé), il ne précise pas que ses qualités n'ont rien à voir avec ce que l'on attend d'un poisson. En effet, le panga présente une teneur en protéines qui n'atteint que 60 % de celle d'un filet de truite, une valeur calorique de moitié et surtout, une teneur en acides gras polyinsaturés Omega 3, qui n'est que de 2 % de celle de la truite (Aquimer 2008).

#### **Contraintes et faiblesses particulières à l'aquaculture française (Tanguy et al. 2008)**

##### **Contraintes liées aux sites de production**

Conflits d'usage et disponibilité des sites : le littoral français comme les cours d'eau sont devenus des enjeux importants pour le développement d'activités diverses et notamment touristiques, principales concurrentes de l'activité aquacole pour l'accès au foncier ou au rivage ;

Contraintes environnementales, notamment sur l'usage de l'eau : l'application des deux dernières directives européennes, la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et la Directive sur la Stratégie Marine Européenne (DSM) ont renforcé les contraintes sur les prises et les rejets d'eau.

##### **Contraintes sanitaires et biologiques**

Les contraintes imposées à la production et aux transferts d'animaux par les réglementations récentes, notamment dans l'introduction d'espèces non indigènes, sont plus fortes et auraient sans doute interdit le développement de nombreuses espèces (truite arc-en-ciel, esturgeon sibérien, tilapia, etc.) en France, si elles avaient été adoptées plus tôt !

#### **Contraintes liées aux facteurs de production**

L'aquaculture est une activité demandant de lourds investissements en infrastructures et équipements (par exemple, la création de stocks demande de trois à quatre ans en conchyliculture, sept ans pour l'élevage de l'esturgeon !), pour lesquels les établissements financiers ont du mal à s'engager. En effet, l'investisseur ne dispose souvent que d'équipements dédiés (cages flottantes, embarcations en mer ; bassins et pompes à terre), souvent sans droit de propriété foncière et donc, avec des garanties faibles, ce qui l'oblige à apporter plus de capitaux en propre ou à garantir sur biens personnels. Les intrants, comme pour toute activité d'élevage, ont également connu des coûts croissant plus vite que ceux des produits vendus durant ces dernières années.

#### **Contraintes liées au marché**

L'image des produits de l'aquaculture, en France, n'est pas aussi bonne qu'elle ne l'est dans des pays tels que le Japon, les États-Unis ou même l'Espagne. Ceci est dû en partie à l'image d'autrefois des produits tels que la truite portion (produit de substitution quand le poisson de pêche venait à manquer !), mais aussi à certaines campagnes de presse basées sur des données erronées, voire fallacieuses, en matière de qualité, de conditions de production ou d'impact sur l'environnement.

D'autre part, la concurrence des produits d'importation commence à se faire jour : truites importées de Norvège, panga importé d'Asie, loupes et bars de Turquie, etc.

#### **Contraintes liées à la gouvernance**

Ces contraintes sont sans doute les plus fortes actuellement freinant le développement de l'activité, voire la faisant décroître. On peut relever ainsi :

- l'absence de stratégie publique au niveau national et local en matière de production aquacole, oubliée dans les diverses instances, alors que l'on parlera beaucoup plus de la pêche ou d'autres productions animales qui ont souvent moins d'impact en matière de création d'emplois ou de richesse publique ou privée !
- la faiblesse des organisations professionnelles, trop dispersées et trop individualisées, peu représentées dans les régions piscicoles et ne disposant pas d'outils suffisants en matière de transfert de connaissances ou d'appui technique aux producteurs ;
- la faiblesse de la communication, aussi bien des instances professionnelles que des pouvoirs publics ;
- l'empilement des réglementations européennes et nationales, parfois contradictoires, souvent inadaptées ;
- le manque de formation, d'information et de cohérence des administrations locales qui méconnaissent, la plupart du temps, les caractéristiques de cette activité et les conditions de son développement et qui ouvrent souvent le parapluie du principe de précaution pour dissimuler cette méconnaissance.



En conclusion, face au dynamisme de cette activité dans l'ensemble mondial, la France se trouve dans une situation telle que l'approvisionnement du marché se fera de plus en plus par l'importation, alors qu'elle dispose de sites, d'un savoir-faire et de conditions d'élevage favorables pour de nombreuses espèces.

### **Forces et opportunités de l'aquaculture française**

Comme indiqué précédemment, la France dispose pourtant d'atouts non négligeables.

#### **Intégration dans l'environnement**

L'aquaculture en France sait valoriser des impacts positifs sur l'environnement. Parmi ceux-ci on peut citer :

- la diminution de la pression de pêche sur les espèces en danger, ce qui est visible pour le saumon depuis plusieurs années grâce au développement de la trutticulture, mais c'est également le cas pour l'esturgeon, le loup et la dorade et demain, pour le thon (en ayant le contrôle complet de son cycle d'élevage). L'aquaculture est aussi un outil indispensable pour la restauration d'espèces en danger, telles que la coquille Saint-Jacques dans les années 1980 et l'esturgeon depuis les années 1990 ;
- le rôle de sentinelle de la qualité des eaux (un aquaculteur est le premier intéressé au maintien d'une eau de qualité pour son élevage) ;
- le maintien de zones humides continentales grâce à la pisciculture d'étangs et grâce, sur le littoral, à la conchyliculture en claires.

#### **Compétences et savoir-faire**

Les producteurs français sont reconnus en matière de production (écloseries et grossissement), de préservation de l'environnement (minimisation des intrants et des impacts, surveillance de la qualité de l'eau), de défense sanitaire (Groupement de Défense Sanitaire Aquacole ou GDSA), etc.

#### **Adéquation au marché**

La production aquacole s'adapte au marché, comme le démontrent plusieurs études auprès de l'aval de la filière. Les principales caractéristiques citées sont la régularité des apports, la traçabilité des lots et la qualité des produits

#### **Création d'emplois directs et indirects**

L'aquaculture en France n'est pas seulement créatrice d'emplois directs pour la production de produits vendus directement sur le marché de consommation. Elle contribue aussi à l'émergence d'emplois indirects liés à d'autres types de valorisation : accueil de pêcheurs sur des parcours de pêche, fourniture de produits de repeuplement, création d'unités artisanales de conditionnement et de transformation dans les fermes, restauration à la

ferme. Ces emplois ont une importance reconnue en matière d'aménagement du territoire, notamment par la création d'activités en bassins d'emplois déprimés).

#### **Induction d'activités économiques en aval**

Une des dernières forces de l'aquaculture française est sa capacité à engendrer en aval de véritables entreprises de transformation, grâce à sa compétitivité et à la régularité de sa production. C'est le cas des élevages de salmonidés (en Aquitaines, 500 emplois ont été créés dans les unités de transformation implantées dans des zones relativement défavorisées des Landes), mais aussi celui de la conchyliculture où sont apparues de nombreuses unités modernes assurant le conditionnement des moules et des huîtres.

### **CONCLUSION : QUELLES PERSPECTIVES ?**

Le nouvel essor de l'aquaculture en France dépend donc pour une grande part d'une vraie prise de position politique en sa faveur. Depuis quelques mois, trois signaux forts apparaissent dans ce sens :

- la prise en compte, par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, des propositions issues de la Mission Interministérielle sur l'Aquaculture,
- une communication de la Commission, de février 2009, sur la nécessité de relancer la production de l'aquaculture en Europe, entérinée par le Conseil des Ministres du 23 juin,
- des propositions assez constructives issues du Grenelle de la Mer

#### **Propositions issues de la Mission Interministérielle sur l'aquaculture**

Quinze propositions ont été présentées au ministre. Elles sont de cinq ordres :

- au niveau régional, elles insistent sur le besoin de réserver des sites à travers un schéma d'aménagement ; elles proposent aussi de n'avoir qu'un guichet unique pour les promoteurs,
- au niveau national, elles concernent principalement l'élaboration d'une stratégie, incluant notamment un document d'orientation et une simplification de la réglementation,
- au niveau européen, elles affirment une priorité à l'aquaculture dans les dispositifs financiers et l'harmonisation des règles, en particulier dans le domaine sanitaire,
- au niveau de l'appui au développement, elles portent sur le renforcement des organisations professionnelles et la mise en place d'un dispositif d'appui technique et de transfert des résultats de la Recherche,
- au niveau du financement, sur une meilleure mobilisation du capital-risque (à travers l'action d'OSEO<sup>(2)</sup>, notamment) et la mise en place d'un système de garantie.

(2) OSEO est un établissement public qui soutient l'innovation et la croissance des PME.

### Communication de la Commission de février 2009

La communication vise à donner un nouvel élan par :

- un soutien accru à la recherche et développement, en assurant la compatibilité entre l'activité aquacole et la protection de l'environnement, en bâtissant un secteur aquacole hautement performant, notamment en matière de santé et de bien-être des animaux et en matière d'alimentation),
- et une amélioration de l'image du secteur, en particulier en renforçant la prise en compte des bienfaits des produits aquatiques.

La Commission encourage également les États membres :

- à réduire la charge administrative par la simplification de la législation,
- à assurer un meilleur accès au foncier, au littoral et à l'eau,
- à donner une priorité à ce secteur dans l'utilisation de l'outil financier (FEP) « produits aquatiques ».

Enfin, elle lance le débat sur la place de l'aquaculture dans la future Politique Commune des Pêches (PCP) : faut-il l'y intégrer et en faire un pilier fondamental, assorti d'objectifs et d'instruments spécifiques ou plutôt laisser aux États membres le soin

d'en assurer le développement sur une base nationale ? Avec une question subsidiaire : de quels instruments doit-on se doter pour intégrer l'aquaculture dans la PCP.

### « Grenelle de la Mer »

Plusieurs propositions sont issues des Groupes 1 et 2, qui ont montré un intérêt particulier pour les activités halieutiques et aquacoles :

- assurer une meilleure intégration de la dimension marine dans les politiques territoriales du littoral,
- définir les orientations stratégiques de développement des activités maritimes soutenables dans les espaces côtiers,
- assurer le développement d'une économie durable dans les zones littorales, source d'emplois permanents,
- mieux assurer la cohabitation entre les activités de pêche maritime et les objectifs de protection de la biodiversité et des habitats et promouvoir le développement d'une pêche durable et responsable.

Il reste à espérer que toutes ces initiatives et ces propositions déboucheront enfin sur une nouvelle stratégie de développement de ce secteur et permettront aux professionnels et investisseurs de s'engager dans un contexte favorable et rendu plus clair.

## BIBLIOGRAPHIE

- Aquimer. 2008. *Étude sur les valeurs nutritionnelles des produits aquatiques consommés en France*, Pôle filières produits aquatiques, Boulogne.
- Bostock, J., Muir, J., Young, J., Newton, R., Paffrah, S. 2008. Prospective analysis of the aquaculture sector in the EU. IPTS-JRC, European Commission, Luxembourg.
- FAO 2008. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2007*, Rome.
- FAO 2009. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2008*, Rome.
- Ferlin, Ph. 1994. *L'aquaculture*. Collection Que sais-je ? Presses Universitaires de France, Paris.
- Ferlin, Ph. 2008. État actuel de l'aquaculture en France. Communication CGAAER, Paris.
- Ferlin, Ph. & Treyer, S. 2008. *Rapport sur la prospective pêche-aquaculture*, Rapport CGAAER 1228, Paris.
- Mittaine, J. F. 2008. Farines et huiles de poissons dans le contexte actuel des protéines et des huiles. In *Journées du Syndicat Français de l'Aquaculture Marine et Nouvelle*, Montpellier, mars 2008.
- Tanguy, H., Ferlin, Ph., Suche, J.M. 2008. *Rapport sur le développement de l'aquaculture en France*, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Paris.